

**16<sup>e</sup> session**

New York, 4-14 décembre 2017

**Élection des membres du  
Comité du budget et des finances****Note du Secrétariat**

1. Le 20 février 2017, Bureau de l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée ») a décidé que l'élection de six membres du Comité du budget et des finances se tiendrait dans le cadre de sa 16<sup>e</sup> session censée se tenir au siège des Nations Unies à New York du 4 au 14 décembre de la même année. La période pendant laquelle les candidatures aux six sièges pouvaient être posées courait du 5 au 27 août 2017 (heure d'Europe centrale).

2. Le Comité du budget et des finances a été établi par la résolution ICC-ASP/1/Res.4 de l'Assemblée du 3 septembre 2002. Son mandat est défini à l'annexe de cet instrument, dont le paragraphe 2 a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Res.5 adoptée par la même Assemblée le 12 septembre 2003.

3. La procédure de nomination d'élection des membres du Comité a été établie par l'Assemblée dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.5 dont le paragraphe 15 a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Res.4 du 12 septembre 2003. Conformément au paragraphe 6 de la première, chaque nomination doit préciser de quelle manière le candidat remplit les conditions énoncées au paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire peut être considéré comme un expert d'un État partie, dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, telle qu'elle a été fixée au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, s'établit comme suit :

- (a) Groupe des États d'Afrique : deux sièges ;
- (b) Groupe des États d'Asie : deux sièges ;
- (c) Groupe des États d'Europe orientale : deux sièges ;
- (d) Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes : deux sièges et
- (e) Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États : quatre sièges.

5. Les six membres dont le mandat doit prendre fin le 20 avril 2018 occupent les sièges correspondant aux groupes régionaux suivants :

- (a) États d'Afrique : un siège ;
- (b) États d'Asie et du Pacifique : deux sièges ;
- (c) États d'Europe orientale : un siège ;
- (d) États d'Amérique latine et des Caraïbes : un siège ; et
- (e) États d'Europe occidentale et autres États : un siège.

6. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, aucun effort ne sera épargné pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Le paragraphe 10 de la résolution dispose qu'en l'absence de consensus, l'élection des membres du Comité est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit :

«7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

(a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin ».

7. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

8. En application du paragraphe 12 de la même résolution, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe régional qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

9. À l'expiration de la période de présentation des candidatures, y compris trois extensions de celle-ci, c'est-à-dire, le 8 octobre 2017, huit candidatures avaient été reçues.

10. Sur les huit nominations reçues, une avait été soumise par le Groupe des États africains, trois par le Groupe des États d'Asie et du Pacifique ; une par le Groupe des États d'Europe orientale ; une par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et deux par le Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États.

11. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, une liste des candidats présentés et des documents les concernant, établie dans l'ordre alphabétique anglais, est jointe à la présente note.

## Liste alphabétique des candidats (avec énoncé des qualifications)

[Original : anglais/français]

### Table des matières

	<i>Nom</i>	<i>État dont l'intéressé est ressortissant</i>	<i>Page</i>
1.	Abuel, Janet Braganza .....	(Philippines) .....	3
2.	Eiken Holmgren, Ingrid .....	(Suède).....	7
3.	Gharaibeh, Fawzi .....	(Jordanie).....	9
4.	Kozaki, Hitoshi .....	(Japon) .....	13
5.	Sánchez, Mónica .....	(Équateur) .....	15
6.	Shanker, Neelu.....	(Canada) .....	17
7.	Shava, Margaret Wambui Ngugi ...	(Kenya) .....	21
8.	Sopková, Elena .....	(Slovaquie) .....	25

## 1. Abuel, Janet Braganza (Philippines)

[Original : anglais]

### Note verbale

L'ambassade de la République des Philippines auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer, en se référant au document ICC-ASP/16/SP/08 daté du 7 mars 2017, qu'il a décidé de présenter la candidature de Mme Janet Braganza Abuel, sous-secrétaire (vice-ministre) du ministère philippin du Budget et de la Gestion en vue de l'élection de l'intéressée au Comité du budget et des finances de la Cour.

Mme Abuel remplit parfaitement les exigences énoncées au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution établissant le Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4) :

(a) Elle est la première candidate des Philippines au poste de membre du Comité du budget des finances ;

(b) Elle est une experte, dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international :

(i) Elle est avocate et experte-comptable agréée. Elle compte 20 ans d'expérience dans la gestion des finances publiques, ainsi que des connaissances et des compétences acquises en matière de gestion organisationnelle et de gestion des acquisitions ;

(ii) Elle occupe actuellement le poste de sous-secrétaire (vice-ministre) du ministère du Budget et de la Gestion chargée du Groupe des opérations réalisées par les collectivités locales et régionales. Au préalable, elle a occupé diverses fonctions en qualité de directrice du Groupe des affaires commerciales, cheffe du service juridique et directrice de l'un des bureaux régionaux du même ministère. Elle a également été appelée à remplacer provisoirement le ministre à plusieurs occasions ;

(iii) elle est titulaire d'un mastère en politique publique, d'une licence en droit et d'une licence en gestion avec option comptabilité.

(c) Elle est en mesure et désireuse d'occuper ce poste pendant trois années calendaires ;

(d) Son curriculum vitae est reproduit ci-dessous.

### Exposé des qualifications

#### Informations personnelles

Date de naissance : 13 mars 1971

Lieu de naissance : Dagupan City, Pangasinan, Philippines

État civil : Célibataire

#### Éducation

- École primaire (1978-1983), école dominicaine, Dagupan City, Pangasinan, Philippines.
- École secondaire (1983-1987), école dominicaine, Dagupan City, Pangasinan, Philippines.
- Enseignement supérieur (1987-1991), Saint Louis University, Baguio City, Philippines ; licence en administration des affaires avec option comptabilité.

- Formation postuniversitaire (1994-1998), Baguio Colleges Foundation, Baguio City, Philippines, licence en droit.
- Formation postuniversitaire (juin 2004 - décembre 2005), Lee Kuan Yew School of Public Policy – National University of Singapore (dans le cadre d'une bourse d'études), Singapour, maîtrise en politique publique.
- Formation postuniversitaire (23-28 mars 2014), Harvard University, John F. Kennedy School of Government, Executive Education (avec le parrainage d'USAID), Boston, Massachusetts, États-Unis, certificat de réussite.

### **Expérience professionnelle**

- Sous-secrétaire d'État depuis le 19 mars 2015, ministère du Budget et de la Gestion, siège.
- Assistante d'un secrétaire d'État, 1<sup>er</sup> juillet 2012-18 mars 2015, ministère du Budget et de la Gestion, siège.
- Directrice de grade IV, 4 mars 2002 - 30 juin 2012, ministère du Budget et de la Gestion, Bureau régional I, centre gouvernemental, Sevilla, City of San Fernando, La Union.
- Directrice de grade IV, 13 août 1999 - 3 mars 2002, ministère du Budget et de la Gestion, siège, service juridique et législatif.
- Spécialiste principale des questions budgétaires, 9 juillet 1999 - 12 août 1999, ministère du Budget et de la Gestion, Bureau régional, région administrative de Cordillera, Baguio City.
- Spécialiste des questions budgétaires de grade II, 16 février 1998 - 8 juillet 1999, ministère du Budget et de la Gestion, Bureau régional, région administrative de Cordillera, Baguio City.
- Analyste en questions budgétaires, 11 novembre 1996 - 15 février 1998, ministère du Budget et de la Gestion, Bureau régional, région administrative de Cordillera, Baguio City.
- Comptable, janvier 1996 - octobre 1996, Sto. Niño Jesus Medical Center, Baguio City.
- Aide-comptable, février 1995 - juin 1995, HDMF, bureau sous régional de Baguio, Baguio City.
- Commis comptable, février 1993 - juin 1994, BPI Family Bank, siège central, Makati City.

### **Autre**

- Répétitrice à temps partiel, juin 1999-2000, University of the Cordilleras, (ancienne Baguio Colleges Foundation), College of Law, Baguio City, Philippines.
- Auteure d'un manuel intitulé « Bar Review Methods and Techniques (Handbook) », 2003, éditions Rex Bookstore.

### **Titres**

- Experte comptable agréée.
- Avocate (sortie première au concours d'accès au barreau de l'année 1998 avec une note de 91,80 %).
- Agent du service de grade II.

### Aperçu des formations et séminaires dispensés

- Formation à l’occasion du lancement du Manuel sur les opérations budgétaires à l’intention des unités des collectivités locales, édition 2016; conférence sur l’approbation et la révision du budget.
- Global Initiative for Fiscal Transparency (GIFT), réunion de planification stratégique et présentation du Guide sur les principes et les mécanismes de la participation publique aux politiques fiscales, 28 et 29 septembre 2016, Washington DC., États-Unis; représentante des Philippines.
- Réunion organisée dans le cadre du dialogue de haut niveau sur la transparence fiscale tenue le 15 avril 2016 à Washington, D.C., États-Unis, sous le patronage du International Budget Partnership (IBP); représentante des Philippines.
- Sommet de Mexico de l’Open Government Partnership, atelier du groupe de travail Ouverture fiscale, 27 au 31 octobre 2015, sous le patronage de GIFT et IBP; représentante des Philippines.
- Atelier Asie/Pacifique du Groupe de travail sur l’ouverture fiscale, 17 et 18 septembre 2015, Marco Polo Ortigas, Manille, Philippines, sous le patronage du ministère du Budget et de la Gestion, d’OGP, de GIFT et d’IBP; représentante des Philippines.
- Global Initiative for Fiscal Transparency (GIFT): réunion des principaux coordonnateurs, 9 février 2015, Washington D.C., États-Unis, sous le patronage de GIFT; représentante des Philippines.
- 10<sup>e</sup> réunion des principaux responsables du budget des pays d’Asie, 18 et 19 décembre 2014, Bangkok, Thaïlande, sous le patronage de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); représentante des Philippines et auteure d’une présentation de l’expérience acquise par ce pays en matière de réforme des systèmes de gestion des finances publiques.
- Conférence internationale MOSF-KDI-IMF-WB sur le renforcement de la gestion des investissements publics: expériences coréennes et internationales, 30 et 31 octobre 2014, Séoul, Corée du Sud, sous le patronage du MOSF-KDI-IMF-WB; auteure d’une présentation de l’expérience acquise par les Philippines.
- Global Initiative for Fiscal Transparency (GIFT): deuxième atelier consacré à la participation et l’engagement du public au processus de prise de décision en matière fiscale, 5 au 9 octobre 2014, Washington DC, États-Unis; représentante des Philippines.
- Partenariat pour un gouvernement transparent (OGP), réunion de travail du comité directeur, 9 au 13 juillet 2013, Londres, Grande-Bretagne; représentante des Philippines.
- Conférence régionale sur le recours à des agents d’approvisionnement dans le cadre des processus de passation de marchés publics, 6 et 7 septembre 2012, Chine, sous le patronage de la Banque asiatique de développement; membre de la délégation des Philippines et auteure d’une présentation sur la situation prévalant dans ce pays.
- Séminaire consacré à l’ordonnancement de la conception et à la mise en œuvre des réformes des systèmes de gestion des finances publiques, 9 au 13 juillet 2012, Singapour, sous le patronage du Fonds monétaire international et du Singapore Regional Training Institute; membre de la délégation des Philippines.
- Visite d’étude du Gouvernement philippin en Indonésie sur le thème des transferts intergouvernementaux et des incitations aux performances à l’intention des instances de décision des autorités locales, 20 au 25 novembre 2011, sous le patronage de la Banque mondiale; membre de la délégation des Philippines.
- Formation dispensée dans le cadre du lancement du Manuel sur les opérations budgétaires à l’intention des unités des autorités locales, édition 2008; membre du groupe ayant rédigé le Manuel et conférencière.
- Dispense d’une formation relative à la Loi N° 9184 (Loi sur la réforme de la procédure de passation des marchés publics), à ses modalités de mise en œuvre et à sa réglementation d’application; formatrice accréditée.
- Dispense d’une formation relative au Manuel sur le budget et les opérations budgétaires à l’intention des Barangays, édition 2006; conférencière sur le thème de l’approbation et de la révision du budget.
- Atelier technique sur les défis inhérents à la mise en œuvre de la Loi sur la passation des marchés publics et la façon de progresser, 28 et 29 mai 2007, Katmandou, Népal,

- parrainé par le Gouvernement népalais, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement ; auteure d'une allocution sur l'expérience des Philippines.
- Première réunion de hauts fonctionnaires organisée par la Coopération économique Asie-Pacifique, 16 au 19 février 2001, Beijing, Chine, parrainée par l'APEC et le ministère du Budget et de la Gestion ; participante en qualité de représentante des Philippines à la réunion du groupe d'experts sur les marchés publics du gouvernement.

## 2. Eiken Holmgren, Ingrid (Suède)

[Original : anglais]

### Note verbale

L'ambassade de Suède présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer, en se référant à la note ICC-ASP/16/SP/51 datée du 25 décembre 2017, que le Gouvernement suédois a décidé de présenter la candidature d'Ingrid Eiken Holmgren en vue de l'élection de l'intéressée au Comité du budget des finances lors du scrutin qui se tiendra dans le cadre de la seizième session de l'AEP à New York en décembre 2017.

Mme Eiken Holmgren jouit d'une expérience professionnelle considérable dans des domaines relevant du travail du Comité du budget et des finances. Elle a longtemps occupé de hautes fonctions au sein du gouvernement et de l'administration suédois, notamment à des postes visant spécifiquement des questions financières, budgétaires et d'audit. Elle a l'habitude de la coopération internationale, notamment avec les pays nordiques et l'Union européenne. Au cours des six dernières années, elle a exercé ses talents dans le secteur privé en qualité de président directeur général et de membre du conseil d'administration de diverses entités, dont plusieurs ONG vouées à des causes humanitaires.

Économiste de profession, Mme Eiken Holmberg a servi à la direction du budget du ministère suédois des Finances en qualité de responsable de l'analyse et des négociations budgétaires entre 1987 et 1992, puis entre 1994 et 1999 (soit pendant une période totale de sept ans).

Entre 1992 et 1994, Mme Eiken Holmberg a travaillé comme économiste au Fonds monétaire international à Washington, États-Unis.

Entre 1999 et 2001, Mme Eiken Holmberg a exercé les fonctions de responsable des finances et du budget de la Présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne et, à ce titre, géré un budget d'environ 95 millions d'EUR.

Entre 2001 et 2006, Mme Eiken Holmberg a exercé les fonctions de directrice générale adjointe du Bureau du Premier ministre et de responsable des audits internes des organismes gouvernementaux.

Entre 2006 et 2012, Mme Eiken Holmberg a exercé les fonctions de secrétaire d'État auprès du ministère de la Culture, des Médias et des Sports.

Depuis 2012, elle est PDG de Mäklarsamfundet, l'organisation fédérant les agents immobiliers suédois.

Mme Eiken Holmberg a en outre, au fil des années, rempli plusieurs missions en qualité de conseillère spéciale et experte auprès de divers comités et de commissions d'enquête. Elle a notamment été consultée dans le cadre de l'organisation de l'Exposition universelle de Shanghai et des activités de la Fédération suédoise des parasports.

Son curriculum vitae est reproduit ci-dessous.

### Exposé des qualifications

PDG de l'Association des agents immobiliers suédois

### Données personnelles

Année et lieu de naissance : 1962, Stockholm, Suède

Situation de famille : mariée, trois enfants adultes.

### Éducation

- Licence en économie, université de Stockholm, 1985.

- Formation complémentaire en psychologie et gestion des affaires.
- Certificat/diplôme délivré par l'Institut du Fonds monétaire international, Washington DC, États-Unis.
- Certificat du MBES en gestion des conseils d'administration.

### **Expérience professionnelle**

- Longue expérience acquise dans le cadre de l'exercice de hautes responsabilités au sein du Gouvernement et de divers organismes officiels suédois, notamment dans le domaine de la gestion budgétaire et des audits.
- Expérience en matière de coopération internationale, notamment avec les pays nordiques et l'Union européenne.
- Depuis six ans, PDG et membre du conseil d'administration de diverses entités relevant du secteur privé et plus particulièrement d'organismes sans but lucratif et d'ONG vouées à des causes humanitaires.

### **Fonctions et engagements actuels**

- 2012: PDG, Association des agents immobiliers suédois.
- 2014: En qualité de PDG de Svensk Mäklarstatistik AB, siège également d'office au conseil d'administration d'Insuresec AB, Mäklarsamfundet System i Sverige AB, Stockholms Stadsmission et de SNS Förtroenderåd.

### **Fonctions et engagements antérieurs**

- 2012-17: Hemnet AB (présidente 2014-17, membre du conseil d'administration 2012-14).
- 2014-16: PDG, Mäklarsamfundet System i Sverige AB (société fille).
- 2006-12: Secrétaire d'État auprès du ministre de la Culture, des Médias et des Sports.
- 2001-06: Directeur général adjoint, Bureau du Premier ministre, service des audits internes des organismes officiels.
- 1999-01 Responsable des finances et du budget de la Présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne de 2001, ministère des Affaires étrangères.
- 1994-99 Direction du budget, ministère des Finances, responsable de l'analyse et des négociations budgétaires (divers domaines).
- 1992-94 Économiste, Fonds monétaire international, Washington DC, États-Unis, service des affaires fiscales.
- 1987-92 Direction du budget, ministère des Finances, responsable de l'analyse et des négociations budgétaires (divers domaines).
- 1985-87 Agence suédoise de gestion des services publics, commissaire et chef de bureau.
- 1983-85 Institut national de recherche économique, économiste, université de Stockholm, conseillère auprès des étudiants et animatrices de séminaires.

### **Informations complémentaires**

Plusieurs missions en qualité de conseillère spéciale et experte auprès de divers organismes et commissions d'enquête gouvernementaux. A notamment participé à des consultations avec plusieurs conseils et comités concernant la participation suédoise à l'Exposition universelle de Shanghai, ainsi que les activités de la Fédération suédoise des parasports et d'autres organisations.



### 3. Gharaibeh, Fawzi (Jordanie)

[Original : anglais]

#### Note verbale

L'ambassade du Royaume hachémite de Jordanie auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie a décidé de présenter la candidature de S.E. Fawzi Gharaibeh en vue de la réélection de l'intéressé au Comité du budget et des finances de la Cour.

M. Gharaibeh possède une réputation et une expérience en matière financière reconnues aux niveaux national et international, comme cela ressort du curriculum vitae ci-joint.

#### Exposé des qualifications

##### Informations personnelles

Lieu de naissance : Jordanie  
 Année de naissance : 1943  
 Nationalité : jordanienne  
 État civil : marié, trois enfants  
 Langues : arabe (langue maternelle), anglais, français (non couramment)

##### Éducation

1972 Doctorat en gestion d'entreprise, Université du Wisconsin (États-Unis d'Amérique)  
 1968 MBA (mastère de gestion), Texas Tech University (États-Unis d'Amérique)  
 1965 Licence (sciences commerciales) avec mention, université du Caire (Égypte)

##### Poste actuel

Professeur émérite, Université de Jordanie.

##### Postes antérieurs

2009-2014 : Fondateur et Président de l'Université A'Sharqiyah (Sultanat d'Oman).  
 2012-2013 : Président du conseil d'administration de l'Université scientifique et technologique (Jordanie).  
 1999-2000 : Président du conseil d'administration de la *Phosphate AMD Mining Corporation* (Jordanie)  
 1998-1999 : Ministre de l'Éducation (Jordanie).  
 1991-1998 : Président de l'Université de Jordanie.  
 1986-1990 : Vice-président de l'Université de Jordanie.  
 1983-1986 : Doyen de la Faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie.

**Titres académiques**

- 1981 : Professeur à l'Université de Jordanie.
- 1976-1981 : Professeur associé à l'Université de Jordanie (Jordanie).
- 1972-1976 : Professeur assistant à l'Université de Jordanie (Jordanie).
- 1978-1979 : Professeur invité, LBJ School of Public Affairs, Université du Texas, Austin, (États-Unis d'Amérique)
- 1978 : Professeur invité (pour l'été), LBJ School of Public Affairs, Université du Texas, Austin, (États-Unis d'Amérique).

**Fonctions occupées (sélection)**

- 2006-2009 : Membre du conseil d'administration de l'Université de Balqa (Jordanie).
- 2006-2009 : Membre du Conseil consultatif de la *Graduate School of Business Administration*, Université germano-jordanienne.
- Depuis 2003 : Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, La Haye, Pays-Bas.
- 2003-2009 : Membre de la Royal Scientific Society (Jordanie).
- Since 2003 : Membre du conseil d'administration de la Fondation Roi Hussein de Jordanie.
- 2003-2006 : Membre du conseil d'administration de l'Université scientifique et technologique (Jordanie).
- 2003-2006 : Membre de la Commission supérieure des professions comptables.
- 2001-2009 : Membre du conseil d'administration du Centre d'études stratégiques de l'Université de Jordanie.
- 2001-2005 : Membre du conseil exécutif de l'UNESCO, Paris, France.
- 1998-2003 : Vice-président du Conseil de l'enseignement supérieur (Jordanie).
- 1995-1998 : Membre du conseil d'administration de l'Institut d'études diplomatiques (Jordanie).
- 1995-1998 : Membre du conseil exécutif de l'Association internationale des universités, Paris (France).
- 1994-1998 : Membre de la Commission jordano-américaine d'échanges culturels internationaux (Fulbright)
- 1991-2004 : Membre du Conseil de l'enseignement supérieur (Jordanie).
- 1991-1994 : Président du Comité d'évaluation de l'enseignement supérieur (Jordanie).
- 1991-1993 : Membre du Comité des conseillers économiques du Gouvernement jordanien.
- 1991-1994 : Membre de l'Association comptable américaine.
- 1991-2009 : Président de l'Association des anciens élèves jordaniens des universités et instituts des États-Unis.
- 1989-1991 : Membre du conseil de direction de l'Université de Pétra (Jordanie).
- 1989-1990 : Membre du Comité national chargé de rédiger la Charte nationale jordanienne.
- 1986-1991 : Président du Comité chargé d'évaluer les diplômes accordés par des universités étrangères (Jordanie).
- 1985-1992 : Membre du Comité consultatif auprès de la Faculté de sciences administratives et économiques de l'Université du Qatar (Qatar).

## Création de nouvelles universités

Cofondateur et associé (jusqu'en 2005) de l'université privée de Pétra, Jordanie.

## Consultations

Consultations relatives à divers domaines de l'enseignement supérieur, des affaires et de l'économie.

## Conférences

- Sur l'enseignement supérieur ;
- Sur les affaires l'économie ;
- Sur les questions du Moyen-Orient ; et
- Sur les questions culturelles.

## Distinctions

- Médaille de l'indépendance, premier ordre.
- Médaille d'excellence de l'éducation.

## Publications

### *Ouvrages (en anglais)*

- *The Economics of the West Bank and the Gaza Strip*, Boulder, Westview Press, 1987, États-Unis
- *The Badia of Jordan: A Process of Change*, Amman: University of Jordan Press, 1987 (ouvrage collectif).
- *The Bedouin of Jordan: A People in Transition*, Amman Royal Scientific Society Press, 1987 (ouvrage collectif).
- *The small and Handicraft Industries in Jordan:1976*, Amman : Industrial Development Bank, n.d. (ouvrage collectif).

### *Ouvrages (en arabe)*

- Les problèmes contemporains en Jordanie (édition et introduction), Amman et Beyrouth, Fondation Abdel Hamid Shoman et Institut arabe pour les études et les publications, 2001.
- Principes comptables, New York, John Wiley AMD Sons, 1983 (ouvrage collectif).
- La comptabilité pour les cadres, Amman, éditions El-Dustour, 1982 (en collaboration).
- Recherche méthodologique en sciences sociales et en littérature, Amman, Royal Scientific Society Press, 1977 (ouvrage collectif), troisième édition, 2002.
- La comptabilité analytique : Principes, procédures et contrôle, Amman, Philadelphia Publishing House, 1975.

### *Articles (en anglais)*

- « Bedouin Settlement: Organizational, Legal and Administrative Structure: The Experience of Jordan », in Galaty, John G., Aronson, Dan et Salzman, Philip Carl, éditeur, *The future of Pastoral Peoples*, Ottawa : Centre de recherches pour le développement international, 1981 (en collaboration).
- « Foreign Companies in Jordan: Problems and Prospects », *Arab Journal of Administration* (octobre 1979) (en collaboration).

- « West Asia and Southeast Asia: A Commentary », *Economic Relations Between West Asia and Southeast Asia*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1978.
- « Conditions of Some Working Women in Jordan », *Arab Journal of Administration*, 1978, (en collaboration).
- « Doing Business in the Arab World: Problems and Prospects », *The Arab World Business Opportunities*, Singapour : Compa Publications, 1977 (en collaboration).
- « Amman Region and its Weight in Jordan's Economy », *Orient*, 1976 (ouvrage collectif).

*Articles (en arabe)*

- « La relation entre les bénéfices et les rendements des actions sur le long terme : reproduction et extension », *Jordan Journal of Business Administration*, 2008 (ouvrage collectif).
- « Rôle des flux de trésorerie et des charges à payer pour expliquer les rendements des actions », *Jordan Journal of Business Administration*, 2008 (ouvrage collectif).
- « Prédire les entreprises en difficulté en Jordanie : approche évolutive multidimensionnelle », *Dirasat*, 2008 (en collaboration).
- « L'éducation en Jordanie et les enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle », *Contemporary Issues in Jordan*, 2001.
- « Corrélation entre la valeur bêta des variables comptables et du marché comme mesure du risque systémique dans les entreprises cotées en Jordanie », *Dirasat*, 1996 (en collaboration).
- « Utilisation des ratios financiers afin de prédire le succès des entreprises industrielles en Jordanie », *Dirasat*, 1990 (en collaboration).
- « Les états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes et leur pertinence aux fins de décisions d'investissement », *Dirasat*, 1990 (en collaboration).
- « Teneur des états financiers annuels des entreprises jordaniennes : chiffre d'affaires », *Dirasat*, 1989 (en collaboration).
- « Publication en temps et en heure des états financiers des entreprises industrielles jordaniennes », *Dirasat*, 1988 (en collaboration).
- « Teneur des états comptables des entreprises industrielles jordaniennes », *Abhath Al-Yarmouk*, 1988 (en collaboration).
- « Prévion de l'échec dans les entreprises industrielles jordaniennes grâce à l'analyse des ratios financiers », *Dirasat*, 1987 (en collaboration).
- « Divulgation de l'information dans les états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes », *Dirasat*, 1986 (en collaboration).
- « Ampleur de l'utilisation des systèmes de comptabilité analytique dans les entreprises industrielles jordaniennes », *Dirasat*, 1986 (en collaboration).
- « L'inflation dans la comptabilité des entreprises jordaniennes : étude de cas », *Economics AMD Administrative Research*, 1981.
- « La fonction comptable et le directeur comptable dans les entreprises jordaniennes », *Dirasat*, 1981.
- « L'utilisation d'équations simultanées dans l'allocation des coûts du service d'un département : étude de cas », *Journal of Business Research*, 1980.
- « Tendances en matière d'investissements en Jordanie », *Businessmen*, 1978.
- « Le contrôle interne des entreprises : évaluation quantitative », *Dirasat*, 1976 (en collaboration).
- « L'industrie moderne de la construction : étude de cas », *Dirasat*, 1975 (en collaboration).
- « Utilisation de la programmation linéaire dans l'allocation des coûts fixes : cas de l'entreprise fabriquant papiers et cartons, actes de la deuxième conférence annuelle sur les recherches opérationnelles, Le Caire, Société égyptienne de recherche appliquée, 1975.

## 4. KOZAKI, Hitoshi (Japon)

[Original : anglais]

### Note verbale

L'Ambassade du Japon auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note ICC-ASP/16/SP/08 du Secrétariat, a l'honneur de l'informer de la décision du Gouvernement du Japon de soumettre la candidature de M. Hitoshi Kozaki pour siéger au Comité du budget et des finances (« le Comité ») pour la période 2018-2021 en vue des élections qui se tiendront dans le cadre de la 16<sup>e</sup> session de l'Assemblée des États Parties censée se tenir à New York du 4 au 14 décembre 2017.

M. Kozaki occupe actuellement la fonction de président du Comité et jouit d'une large expérience et d'une excellente réputation internationales en matière financière. D'août 2003 à octobre 2007, il a représenté le Japon au sein de la Cinquième commission (administrative et budgétaire) de l'Assemblée générale des Nations Unies, où il a fait montre de son expertise et de ses qualités de dirigeant dans les négociations internationales relatives à la réforme de la gestion des Nations Unies, des procédures budgétaires ordinaires et des budgets des missions de maintien de la paix, du suivi, de la gestion des ressources humaines et d'autres sujets afférents. M. Kozaki a ensuite rejoint le Département d'appui aux missions des Nations Unies, où il était jusqu'en février 2011 responsable confirmé de gestion de programmes aux fins de coordination des procédures transversales et intergouvernementales au sein du Bureau du Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions, et de conception et de coordination des budgets des missions de maintien de la paix des Nations Unies ainsi que des missions politiques spéciales au sein de la Division du budget et des finances des missions. En 2012, il a été choisi pour faire partie du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies au nom de l'Assemblée générale des Nations Unies ; il y a exercé les fonctions de rapporteur du Comité en 2012, puis de membre du Groupe de travail sur le budget en 2013 et 2017. M. Kozaki est membre du Comité depuis avril 2015. Il a été élu vice-président de cet organe en 2016 et président en avril 2017.

L'expérience et l'expertise de M. Kozaki, telles que détaillées dans le curriculum vitae ci-joint lui permettent de satisfaire aux conditions à remplir pour devenir membre du Comité, telles qu'elles sont énoncées au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création dudit Comité (ICC-ASP/1/Res.4), à savoir être un expert dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

Depuis les débuts de la Cour pénale internationale, le Japon n'a eu de cesse de soutenir les activités de l'institution ; devenu État Partie au Statut de Rome le 1er octobre 2007, il apporte depuis lors la contribution la plus importante au budget de la Cour et entend demeurer l'un de ses fervents soutiens. La décision du Gouvernement japonais de soumettre la candidature de M. Kozaki en vue de sa réélection comme membre du Comité du budget et des finances fait écho à son engagement indéfectible en faveur du renforcement des activités de la Cour. Le Gouvernement japonais est fermement convaincu que son candidat dispose des connaissances, de l'expertise et de l'expérience nécessaires en matière budgétaire et financière, ainsi que de la réputation requise au niveau international, pour apporter une contribution significative aux importants travaux du Comité.

### Exposé des qualifications

#### Date et lieu de naissance

2 juillet 1969, Shiga, Japon.

#### Postes actuels

depuis avril 2017 : Président du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale.

depuis 2015 : Premier secrétaire et représentant permanent adjoint du Japon auprès de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, ambassade du Japon en Thaïlande.

### Expérience professionnelle

- 2016 - mars 2017 : Vice-président du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale.
- Depuis 2015 : Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale.
- 2014-2015 : Premier secrétaire, ambassade du Japon en Iraq.
- Depuis 2012 : Représentant de l'Assemblée générale des Nations Unies auprès du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ; rapporteur de la 59<sup>e</sup> session dudit comité, membre de la commission permanente, membre du groupe de travail sur le budget.
- 2011-2014 : Vice-directeur, Division de l'Océanie, ministère japonais des Affaires étrangères, chargé des relations politiques avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.
- 2009-2011 : Secrétariat des Nations Unies, Département d'appui aux missions, Division du budget et des finances des missions, responsable confirmé de gestion de programmes, chef de l'unité gérant le budget et les finances des missions de maintien de la paix et des missions politiques des Nations Unies.
- 2007-2009 : Secrétariat des Nations Unies, Département d'appui aux missions, Bureau du Sous-secrétaire général adjoint à l'appui aux missions, responsable confirmé de gestion de programmes, responsable de la politique et des programmes de liaison et de coordination avec les agences intergouvernementales des Nations Unies.
- 2003-2007 : Mission permanente du Japon auprès des Nations Unies, deuxième puis premier secrétaire (nommé en 2007 expert confirmé des affaires relatives aux Nations Unies au sein du ministère japonais des Affaires étrangères) chargé de la réforme de la gestion, du budget ordinaire des Nations Unies, ainsi que des budgets relatifs aux opérations de maintien de la paix et aux tribunaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, de la planification des programmes, des organes de surveillance (comité d'audit, bureau des services de contrôle interne et corps commun d'inspection).
- 2000-2003 : Ministère japonais des Affaires étrangères, Bureau des affaires nord-américaines, Première division américaine, chargé des relations politiques avec les États-Unis.
- 1998-2000 : Ministère japonais des Affaires étrangères, Bureau des affaires européennes, Deuxième division d'Europe de l'Ouest, responsable des relations politiques avec le Royaume-Uni.
- 1996-1998 : Ambassade du Japon à Singapour, attaché et troisième secrétaire, responsable du protocole et des relations politiques entre le Japon et Singapour.
- 1994-1996 : Ambassade du Japon aux États-Unis d'Amérique, attaché ; par ailleurs détachement académique auprès de l'Amherst College, Amherst (Massachusetts, États-Unis d'Amérique).
- 1993-1994 : Ministère japonais des Affaires étrangères, Bureau des affaires nord-américaines, Division du traité de sécurité entre le Japon et les États-Unis.

### Éducation

- 1996 : Licence en science politique, Amherst College, Amherst, Massachusetts, États-Unis.
- 1993 : Licence en droit, université d'Osaka, Japon.

### Langue

Japonais (langue maternelle), anglais (courant), chinois (rudiments).

## 5. Sánchez, Mónica (Équateur)

[Original : anglais]

### Note verbale

Le consulat d'Équateur au Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale et a l'honneur de se référer à la note ICC-ASP/16/SP/08 du 7 mars 2017 relative à l'élection des membres du Comité du budget et des finances qui se tiendra dans le cadre de la 16<sup>e</sup> session de l'Assemblée des États Parties censée se tenir au siège des Nations Unies à New York du 4 au 14 décembre de la même année. Dans ce contexte, le Gouvernement équatorien a décidé de proposer la candidature de Mme Mónica Sánchez à sa propre réélection comme membre du Comité du budget et des finances (CBF) de la Cour pénale internationale pour la période 2018-2021.

Mme Mónica Sánchez a occupé les fonctions de membre du Comité du budget et des finances pendant les périodes 2012-2015 et 2015-2018. Au cours des six dernières années, elle a assumé le poste de vice-présidente de mars à décembre 2013, puis de nouveau de mai à décembre 2017. Son expérience en matière financière et budgétaire découle notamment de ses fonctions antérieures au sein de la Cinquième commission en qualité de membre de la représentation permanente de l'Équateur auprès des Nations Unies à New York. Pour plus de détails, se reporter au curriculum vitae qui suit.

### Exposé des qualifications

#### Informations personnelles

Nom : Mónica Soledad Sánchez Izquierdo  
 Poste actuel : conseillère au sein du ministère équatorien des Affaires étrangères  
 Lieu et date de naissance : Latacunga, 22 janvier 1977  
 Nationalité : équatorienne

#### Formation

2010 : Maîtrise en sciences politiques, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO-Équateur).  
 2000 : Licence en relations internationales, Universidad San Francisco de Quito.  
 2000 : Certificat en communication institutionnelle, Universidad San Francisco de Quito.  
 1996 : Baccalauréat international, Colegio Internacional S.E.K..

#### Langues

Anglais : niveau avancé, Fulbright Commission.  
 Français : niveau avancé ; Alliance française, Quito.  
 Portugais : niveau quatre, Instituto Brasileiro de Estudios Culturales IBEC.  
 Arabe : premier niveau, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

#### Expérience acquise au sein du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale

2012-2014 : Membre du Comité (GRULAC) et vice-présidente de cet organe en 2013.  
 2015-2017 : Membre du Comité (GRULAC) et vice-présidente de cet organe en 2017.

**Expérience professionnelle**

- depuis mai 2014 : Consul général d'Équateur à Buenos Aires, République d'Argentine.
- Juin 2012-avril 2014 : Conseillère aux affaires internationales au sein du ministère équatorien de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Aquaculture et des Pêcheries.
- Août 2011-juin 2012 : Chef de cabinet du vice-ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration politique.
- Octobre 2010 -août 2011 : deuxième secrétaire du sous-secrétariat d'État aux Organisations régionales et internationales, direction du système des Nations Unies.
- Septembre 2009 -septembre 2010 : conseillère auprès du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies pour les questions de renforcement et de réforme lors de la 64<sup>e</sup> session de cet organe.
- Août 2005-septembre 2009 : Délégation de la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, Première commission (Paix et sécurité), Deuxième commission (Questions de développement) et Cinquième commission (Questions administratives et budgétaires).
- Mars 2005-août 2005 : Consul, Consulat général d'Équateur à New York.
- Avril 2003 -mars 2005 : Agent diplomatique au sein du Cabinet du ministre des Affaires étrangères.
- Mars 2002 –mars 2003 : Troisième secrétaire ; participante au stage de formation de l'Académie diplomatique « Antonio J. Quevedo », Équateur, dixième promotion.
- Septembre 1999-février 2002 : Postes administratifs au sein du sous-secrétariat à la Souveraineté nationale, ministère équatorien des Affaires étrangères.



## 6. Shanker, Neelu (Canada)

[Original : anglais]

### Note verbale

L'ambassade du Canada au Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (« la CPI ») et a l'honneur de se référer aux notes verbales ICC-ASP/16/SP/08 du 7 mars 2017, ICC-ASP/16/SP/48 du 28 août 2017 et ICC-ASP/16/SP/50 du 11 septembre 2017 relatives à l'élection des membres du Comité du budget des finances qui se tiendra lors de la 16<sup>e</sup> session de l'Assemblée des États Parties censée se dérouler à New York du 4 au 14 décembre 2017 et du prolongement consécutif de la période de présentation des candidatures.

L'ambassade du Canada a également l'honneur d'informer le Secrétariat que le Gouvernement canadien a décidé de présenter la candidature de Mme Neelu Shanker au poste de membre du Comité du budget des finances. Mme Shanker dispose d'une vaste expérience et d'une grande notoriété en matière financière et juridique au niveau international, à la fois en raison de sa connaissance des domaines touchant au budget et aux locaux permanents de la Cour pénale internationale et de sa qualité de membre suppléant du Comité des pensions du personnel du Tribunal spécial pour le Liban. Pour plus de détails concernant l'expérience professionnelle de Mme Shanker, prière de se reporter ci-dessous à son curriculum vitae.

### Exposé des qualifications

#### Education

- Doctorat en droit, 2008-2012, Osgoode Hall Law School, York University.
- Licence (avec grande distinction) en commerce et gestion internationale, Asie de l'Est, 2004-2008, McGill University.
- Diplôme (avec mention) d'études collégiales, sciences pures et appliquées, 2002-2004, Marianopolis College.

#### Expérience professionnelle

- Deuxième secrétaire (affaires politiques et juridiques), ambassade du Canada aux Pays-Bas (La Haye), d'août 2015 jusqu'à aujourd'hui :
  - Collabore – en qualité de représentante du Canada – à la fois aux niveaux bilatéral et multilatéral avec l'ensemble des institutions juridiques internationales siégeant à La Haye, y compris la Cour pénale internationale, la Cour internationale de justice, la Commission internationale pour les personnes disparues, le Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux, le Tribunal spécial pour le Liban, la Conférence de La Haye de droit international privé, la Cour spéciale sur les questions résiduelles du Tribunal pénal pour la Sierra Leone, les Chambres spécialisées pour le Kosovo et la Cour permanente d'arbitrage.
  - A collaboré avec des services du secrétariat des Affaires internationales et d'autres organismes officiels canadiens afin d'adopter une position cohérente concernant les principales priorités de l'engagement du Canada auprès d'institutions juridiques multilatérales à La Haye, y compris en ce qui concerne la redevabilité de la Syrie et les questions budgétaires et financières.
  - A efficacement secondé l'ambassadeur du Canada pendant la présidence par celui-ci du Comité de contrôle sur les locaux permanents de la Cour et du Comité de rédaction informel du Groupe de travaux du Bureau sur la mise en œuvre de l'article 97 du Statut de Rome.
  - A géré les relations bilatérales avec les Pays-Bas en matière de protection des droits de l'homme et de cybersécurité.

- A dirigé la planification et la coordination, ainsi que la logistique, de programmes majeurs du Gouvernement canadien aux Pays-Bas avec des interlocuteurs de haut niveau, dont le ministre des Affaires étrangères.
- A siégé au Comité d'examen des contrats de l'ambassade du Canada aux Pays-Bas pour examiner les propositions de fournisseurs, ainsi que pour gérer et superviser concrètement les achats de la mission diplomatique en vérifiant et en approuvant, avant leur signature, tous les contrats (ou leur modification) relevant de la compétence de l'ambassade, de manière à assurer le respect des principes de transparence, d'équité et de prudence tout en recherchant le meilleur rapport coût-efficacité.
- A siégé en qualité de membre suppléant du Comité des pensions du personnel du Tribunal spécial pour le Liban, tel que cet organe a été établi en vertu des articles 4(a) et 6(c) du Statut de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.
- Membre fondatrice du réseau « Women in International Law Network » : un réseau informel basé à La Haye et réunissant des agentes, conseillères, universitaires et expertes vouées à l'égalité des genres et à l'instauration de liens avec des collègues de sexe féminin afin de promouvoir l'entraide, ainsi que le partage des idées et des connaissances, et à établir un forum où leurs réalisations, leurs talents et leurs compétences appréciées peuvent être reconnus à leur juste valeur.
- Juriste, Direction du droit onusien, des droits de la personne et du droit économique, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), août 2013 - septembre 2014 et décembre 2014 – août 2015 :
  - A participé, avec d'autres directions du ministère et des agents d'autres organismes officiels canadiens, au renforcement du régime des sanctions en vue de mettre en œuvre les recommandations pertinentes approuvées par le Cabinet ; a collaboré à ce titre à l'élaboration de propositions de loi et de règlements.
  - A participé – de concert avec d'autres directions du MAECI et les juristes du ministère de la Justice chargés d'élaborer les textes réglementaires pertinents – à l'élaboration ou la révision de règlements imposants des sanctions à divers pays, dont la Russie et l'Ukraine, et à l'adoption de ces textes dans le cadre de la procédure fédérale idoïne.
  - A participé – de concert avec d'autres directions du MAECI et d'autres organismes officiels, dont le ministère de la Justice – à l'évaluation des demandes de radiation de personnes désignées figurant dans des listes établies en vertu de la législation canadienne relative aux sanctions économiques et à des mesures visant à s'assurer que le traitement desdites demandes respecte les principes du droit international et de la procédure administrative.
  - A supervisé la subrogation de demandes internationales et assuré la liaison avec les directions compétentes du MAECI en matière d'évaluation des demandes exigeant l'intervention du Canada dans des contentieux relevant du droit privé.
  - A évalué des cargaisons saisies par les douanes canadiennes, ainsi que des demandes de permis d'exportation adressées au MAECI en vertu de la législation canadienne relative aux sanctions économiques.
- Conseiller politique, mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, New York, de septembre 2014 jusqu'à aujourd'hui :
  - A contribué à la planification et à la coordination de programmes de haut niveau pendant la Semaine de haut niveau de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU) et a facilité la participation de la délégation canadienne aux réunions bilatérales et multilatérales.
  - A participé, à la fois aux niveaux bilatéral et multilatéral, en qualité de représentante suppléante du Canada, aux travaux de la sixième commission (affaires juridiques) de l'AGNU, a assisté à des réunions de ladite commission et a coordonné son action avec les autres services du MAECI afin de promouvoir les intérêts canadiens dans toute une série de domaines.
  - A rendu compte des débats tenus pendant la session plénière de l'AGNU, ainsi que des sessions de sa sixième commission, et des résultats ou progrès des réunions et autres débats consacrés à des points spécifiques de l'ordre du jour.

- A facilité la participation du conseil juridique à la Semaine du droit international, notamment en planifiant de manière coordonnée des réunions bilatérales et multilatérales.
- Conseiller politique, direction des relations et des sommets économiques internationaux, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, août 2012 – août 2013 :
  - A contribué à l'identification et la mise en œuvre des priorités et des objectifs du Canada dans le domaine de la Coopération économique de la zone Asie-Pacifique (APEC).
  - A supervisé la participation et l'action du Canada dans le cadre des réunions des hauts responsables de l'APEC organisées par le comité directeur de cette organisation sur le thème de la coopération économique et technique, ainsi que de toutes les réunions pertinentes tenues à un niveau inférieur.
  - A coordonné, de concert avec d'autres organismes officiels, la promotion des objectifs du Canada au sein de l'APEC et a produit des notes de synthèse et des documents d'information en tant que de besoin.
  - A rédigé des notes de synthèse et des communications destinées aux réunions des responsables de haut niveau, aux réunions ministérielles et aux réunions de chefs d'État de l'APEC.
  - A participé à des réunions de l'APEC en qualité de membre de la délégation canadienne et a facilité la participation de hauts responsables canadiens aux travaux de cette organisation.
- Commissaire au commerce, direction des relations commerciales avec l'Union européenne, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, juin 2009 – août 2010 :
  - A supervisé les relations commerciales bilatérales entre le Canada et la République tchèque, la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la Slovénie ; a également produit des notes de synthèse sur ces questions.
  - A participé à la planification de visites ministérielles en Europe de l'Est et à diverses initiatives ayant débouché sur la signature d'accords entre le Canada et la Slovaquie sur la promotion des investissements étrangers et la protection et la mobilité des jeunes.
  - A coordonné l'équipe sectorielle sur l'état des sciences de la vie dans l'Union européenne, afin de mieux harmoniser les efforts déployés dans ce domaine par les ambassades et les consulats du Canada sur le territoire de l'UE.
  - S'est portée volontaire pour participer aux travaux de la direction des politiques, de la formation et des plans d'urgence après les tremblements de terre survenus en Haïti et au Chili.
- Emploi d'été, service du marketing, Standard Aero Ltd., May-August 2007 :
  - Travaille au sein d'une société multinationale d'entretien, de réparation et de révision de turbines à gaz comptant plus de 2500 employés et générant un revenu annuel supérieur à 850 millions d'USD.
  - Travail sur des projets du service central du marketing relatif à la promotion de l'image de marque de la société, à la promotion des ventes et à la stratégie de l'entreprise concernant le Web.
  - Participe à des groupes de réflexion et aide des membres du service des ventes à atteindre leurs objectifs.

#### **Activités parascolaires**

- Intervenant dans une affaire, « The Innocence Project », Osgoode Hall Law School, août 2011 - mai 2012 :
  - examen du dossier en vue de déterminer s'il est possible de plaider la non-culpabilité et gestion de la relation avec le client ;
  - préparation de documents y compris des avis de requête, un recours en constitutionnalité, la liste des faits et des déclarations sous serment dans le cadre de différentes instances ;

- recherche dans la jurisprudence et préparation de notes de synthèse sur les questions pertinentes relevant de différentes instances.
- Membre du sous-comité chargé du projet, Afrique orientale, automne 2008-avril 2009, International Legal Partnership, Osgoode Hall Law School : recherche sur les questions de la justice des mineurs en Ouganda et préparation d'un rapport présentant les résultats.
- Membre du sous-comité chargé des événements, International Legal Partnership, Osgoode Hall Law School, automne 2008-avril 2009 : participation à l'organisation coordonnée des activités du club.
- Vice-présidente chargée des finances, North Korea Freedom Network, automne 2006–janvier 2008 :
  - fondation du réseau North Korea Freedom Network avec quatre autres membres et collecteur de fonds, organisation de sessions d'information et de projections de films documentaires ;
  - gestion du budget du club, collecte des cotisations et des dons, recherche de donateurs.
- Présidente, Junior Hong Kong Canada Business Association Montreal, hiver 2006-automne 2007 :
  - direction d'une équipe exécutive de quatre membres chargées d'organiser des sessions d'information et de démarcher des donateurs ;
  - représentation du groupe auprès du conseil d'administration de la Hong Kong Canada Business Association (Montréal).
- Vice-présidente chargée des affaires internes, automne 2006-hiver 2007, Junior Hong Kong Canada Business Association Montreal : supervision des communications internes et gestion des dossiers de l'association.

#### **Distinctions reçues**

- Prix instantané, Affaires mondiales Canada, 23 janvier 2017 : en reconnaissance du travail accompli dans le cadre de la contribution à la participation du ministre des Affaires étrangères à l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.
- Prix instantané, ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international, 14 décembre 2015 : en reconnaissance du dévouement, des compétences et des réussites démontrés lors de la 14<sup>e</sup> session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.
- Admission au barreau de l'Ontario, The Law Society of Upper Canada, septembre 2014.
- Certificat de mention élogieuse en qualité de greffière du Conseil privé et de secrétaire du cabinet, 2010 : engagement dans l'accomplissement de ses devoirs et travail exemplaire accompli à la suite du tremblement de terre en Haïti.
- Obtention d'un diplôme avec grande distinction, McGill University, mai 2008.
- Membre du Golden Key Society McGill Chapter, d'automne 2006 jusqu'à aujourd'hui, un honneur réservé aux étudiants figurant dans les 15 % supérieurs du classement.
- Inscription au tableau d'honneur du doyen pendant quatre semestres, Marianopolis College, 2004.

#### **Compétences**

Langues : anglais et français, niveau confirmé tant à l'écrit qu'à l'oral.

## 7. Shava, Margaret Wambui Ngugi (Kenya)

[original : anglais]

### Note verbale

L'ambassade de la République du Kenya au Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de se référer à la note de cette dernière n° ICC-ASP/16/SP/08 datée du 7 mars 2017 et relative à la présentation des candidatures au poste de membre du Comité du budget et des finances et à leur élection.

L'ambassade a l'honneur de confirmer sa présentation de la candidature de Mme Margaret Shava à l'élection au poste de membre du Comité du budget des finances. Mme Shava est avocate près la Cour suprême du Kenya. Elle exerce également la profession de conseil en droit et en gestion depuis plus de 25 ans. Le Gouvernement kenyan est convaincu que Mme Shava, dont le curriculum vitae figure ci-dessous, répond aux exigences pesant sur la nomination à ce poste.

### Exposé des qualifications

#### Biographie résumée

Education : mastère (études démocratiques) ; baccalauréat en droit (LLB) avec mention ; diplôme en droit international public de la Kenya School of Law (KSL), diplôme de Certified Public Secretary (CPS).

Expérience professionnelle : 25 ans.

Nationalité : kenyane.

Langues : anglais, kiswahili, français, langues locales.

#### Aperçu de l'expérience professionnelle

- Gestionnaire de haut niveau ayant exercé la profession d'avocat, des postes dans le secteur privé, ainsi que des responsabilités au sein des Nations Unies, d'une ONG internationale et du secteur public.
- Exercice d'importantes responsabilités en matière de collecte de fonds et de gestion de programmes.
- Participation à des décisions du niveau du conseil d'administration dans des domaines touchant au budget, aux finances, à l'administration, à l'audit, à l'évaluation des risques et à la gouvernance.
- Actuellement membre du conseil d'administration de/du :
  - TOTAL Kenya PLC (groupe pétrolier international).
  - Jockey Club of Kenya (organisme de réglementation des activités hippiques).
  - Entreprises familiales dans divers secteurs d'activité (immobilier, commerce et agriculture).

#### Principales compétences

- gestion,
- droit commercial,
- gouvernance d'entreprise,
- médiation,
- planification stratégique et

– communication.

### **Expérience récente**

Janvier 2015 jusqu'à aujourd'hui : Propriétaire d'un cabinet d'avocats spécialisé en droit commercial et en droit des actes translatifs de propriété disposant de connaissances spécialisées dans le domaine des activités extractives, du pétrole et du gaz, du droit de la concurrence et de la planification successorale ; conseillère juridique dans le domaine des activités hippiques, de l'aéronautique et de l'environnement.

Septembre 2013 jusqu'à aujourd'hui : Consultante indépendante : conseillère spécialisée auprès de Humanitarian Dialogue : une organisation spécialisée dans la médiation basée en Suisse. Membre du groupe d'experts recrutés en février 2017 par UN Women, Colombie, pour prodiguer des conseils sur la mise en œuvre du système intégré de justice transitionnelle avec prise en compte des besoins particuliers des femmes et des minorités. A participé à des réunions de haut niveau et formulé des recommandations ayant eu un impact sur le processus. Nommée par le Secrétaire général du Commonwealth membre du groupe d'observateurs dit « Eminent Persons Observer Group » chargé de superviser les élections de 2015 en République de Tanzanie. A donné plusieurs conférences et participé à divers projets de recherche. A animé des ateliers notamment dans le cadre de l'initiative Nansen (Genève) sur le changement climatique et les mouvements de personnes.

### **Carrière professionnelle**

Plus de 25 ans d'expérience professionnelle en matière de droit, de gestion, de consultations juridiques, d'initiatives de paix et de justice transitionnelle. Ladite expérience a été acquise dans le cadre d'un travail en qualité d'avocate, de fonctionnaire, de responsable dans divers secteurs d'activité ainsi que dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et d'ONG nationales et internationales. Parmi les principaux domaines de compétence, il convient de citer le droit des sociétés et le droit commercial, la gouvernance, le pétrole et le gaz, les droits de l'homme, le droit international des réfugiés et l'égalité des genres.

Admise comme avocate près la Cour suprême du Kenya après avoir effectué un stage dans un des principaux cabinets kenyans. Plusieurs années d'expérience dans l'une des entreprises les plus importantes du pays en qualité d'assistante de la secrétaire générale (dont elle assumait certaines fonctions en son absence). A pratiqué le droit des actes translatifs de propriété et le droit commercial dans un gros cabinet d'avocats de Nairobi où elle était pressentie comme associée au moment où elle a décidé de prendre un congé sabbatique de deux ans aux États-Unis. A renforcé ses connaissances spécialisées en gouvernance d'entreprise et en gestion des ressources humaines auprès d'un gros cabinet-conseil de Nairobi avant d'ouvrir le sien.

A renforcé son expérience en matière de formation, de recherche, de rédaction et de promotion en effectuant des missions d'audit auprès de diverses ONG spécialisées dans la protection des droits de l'homme. A animé des ateliers d'éducation civique pour le compte de l'Institute for Education in Democracy. A rédigé des documents d'orientation destinés notamment à l'Education Centre for Women in Democracy. A exercé des fonctions d'observateur pour FIDA-Kenya, une ONG au service des femmes jouissant du statut d'observateur aux Nations Unies, dans le cadre des élections générales tenues au Kenya en 1997. A présidé Young Career Women (Kenya), une organisation affiliée à la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, et – à ce titre – dirigé des initiatives en matière de planification stratégique de l'autofinancement des programmes de l'organisation et élargi le programme d'éducation des filles méritantes de familles pauvres. A participé à des conférences et des ateliers locaux et internationaux. Est intervenue en qualité d'orateur principal lors de la Journée de la femme organisée par l'université catholique d'Afrique de l'Est en 2001. Ancienne élève de l'African Women's Leadership Institute disposant de connaissances spécialisées dans des domaines tels que le féminisme, la planification stratégique et la gestion de projets. Présidente du chapitre

kenyan de Women in Law and Development in Africa (Kenya) : une organisation panafricaine de défense des droits des femmes ; a pris en cette qualité des initiatives organisationnelles capitales pour l'élaboration et l'adoption de la Loi kenyane sur les infractions sexuelles : un instrument tenant une part essentielle dans la réforme législative en cours au Kenya. Affectée par le procureur général au groupe de travail chargé de suivre la mise en œuvre de ladite loi

En qualité de cosecrétaire nommée par la Cour suprême du Kenya, s'est acquitté de sa mission consistant à organiser et à superviser les élections du National Council of Women of Kenya – l'organisation fédérant les ONG vouées à la défense des droits des femmes au Kenya – en tirant parti de ses talents de médiatrice pour concilier les positions antagonistes des différentes factions.

Vaste expérience acquise au sein du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à la fois au Kenya et à l'étranger. A travaillé pour cette organisation en qualité de juriste chargé de déterminer le statut des réfugiés, d'adjointe principale à la protection et de formatrice/animateuse d'ateliers consacrés aux violences sexistes et sexuelles et au droit international des réfugiés. A mené deux missions sur place pour le compte du Haut-Commissariat au Soudan en qualité de conseillère internationale ; a été sélectionné par le siège du Haut-Commissariat à Genève comme chef à Gedaref de l'équipe chargée de déterminer le statut d'Éthiopiens, puis d'Érythréens, sollicitant le statut de réfugié en vertu de la clause de cessation applicable lorsque les circonstances ont cessé d'exister.

A obtenu une note brillante pour sa thèse de mastère consacrée à l'ethnicité et la démocratie au Kenya.

A rejoint International Alert, une ONG de taille moyenne vouée à la recherche de la paix basée à Londres et exerçant des activités dans le monde entier. A été nommée dans ce cadre responsable du programme régional pour la zone des Grands Lacs africains. A facilité la transition du Forum AMANI – le forum parlementaire des Grands Lacs pour la paix – d'un simple programme d'alerte en une organisation régionale à part entière couvrant le Burundi, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie. A élaboré et coordonné le réseau RAN d'analystes régionaux et lancé les premiers projets de recherche de cette structure consacrés à l'influence des mythes, rumeurs, stéréotypes et préjugés sur les conflits au Rwanda, au Burundi et dans la partie orientale de la RDC. A pris la direction organisationnelle d'un projet d'élaboration d'une stratégie d'alerte au Kenya et, à ce titre, a géré un budget de plus de 250 000 GBP par an.

A sollicité et obtenu, à l'issue d'une procédure ouverte, le poste de membre de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation établie au Kenya conformément au point 4 de l'agenda fixé par l'accord de paix signé en février 2008 pour mettre fin aux violences postélectorales ayant secoué le pays. A prêté serment le 3 août 2009 devant le président de la Cour suprême du Kenya après avoir réussi un entretien et s'être soumise à une procédure rigoureuse de contrôle.

A pris une part prépondérante aux travaux de diverses commissions, notamment dans le domaine de la finance et de l'administration.

Après avoir mené à bien les travaux de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation jusqu'à sa dissolution en août 2013, a effectué plusieurs missions de conseil juridique dont la dernière vise la participation des femmes au processus de paix en Colombie.

En janvier 2015, ouvre un cabinet d'avocats travaillant pour un petit groupe de clients choisis – à la fois nationaux et internationaux – relevant de plusieurs secteurs d'activité.

Membre de plusieurs conseils d'administration y compris Total Kenya PLC, dont elle préside le comité d'évaluation des risques de gouvernance et au comité d'audit duquel elles siègent également.

### **Éducation**

Université de Leeds, Royaume-Uni, mastère en étude démocratique dans le cadre d'une bourse de la Fondation Ford. Université de Buckingham, Royaume-Uni, licence en droit (BA) avec mention grâce à une bourse Chevening accordée par le British Council. Avocate près la Cour suprême du Kenya. Agréée comme CPA (Certified Public Secretary) au Kenya. Certificat en pétrole & gaz du Strathmore University Extractives Industry Centre, Strathmore Law School. Certificat en droit de la concurrence de la Kenya School of Law.

### **Références et affiliations**

Disponibles sur demande.



## 8. Sopková, Elena (Slovaquie)

[Original : anglais]

### Note verbale

L'Ambassade de la République slovaque auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à sa note ICC-ASP/16/SP/08 du 7 mars 2017, a l'honneur de lui signaler que le Gouvernement slovaque a décidé de présenter la candidature de Mme Elena Sopková à sa réélection au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale pour la période 2018-2021 en vue des élections qui se tiendront dans le cadre de la 16<sup>e</sup> session de l'Assemblée des États Parties censée se tenir à New York du 4 au 14 décembre 2017.

Dans le cadre de sa carrière professionnelle, Mme Elena Sopková a acquis une profonde connaissance et une vaste expérience en matière de comptabilité, d'évaluation, de gestion de projet, de budgétisation et de contrôle financier des institutions financières nationales et internationales. En sa qualité de membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale depuis 2003, elle a sérieusement contribué aux efforts visant à faire de la Cour un outil efficace du système de justice pénale internationale.

En raison des connaissances et de l'expérience considérable acquises dans le cadre de sa carrière, Mme Elena Sopková remplit parfaitement les exigences énoncées au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution établissant le Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4) en vertu duquel les membres du Comité doivent être des experts dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

Le curriculum vitae et l'exposé des qualifications de Mme Elena Sopková sont joints à la présente note verbale.

### Exposé des qualifications

Mme Elena Sopková est une spécialiste des questions financières, dont la réputation et l'expérience sont reconnues aux niveaux national et international. Son curriculum vitae, qui est joint à la présente note, atteste de son expérience des questions financières et économiques et des diverses fonctions gouvernementales et internationales qu'elle a assumées. Ayant exercé pendant sept ans les fonctions de directrice du Département des affaires fiscales internationales au ministère des Finances de la République slovaque, et de membre depuis onze ans, du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, elle a acquis une expérience étendue des questions financières internationales et participé à de nombreuses négociations multilatérales. De nationalité slovaque, Mme Sopková maîtrise parfaitement l'anglais et possède une connaissance approfondie du français.

### Informations personnelles

Nom de famille : Sopková  
 Prénom : Elena  
 Date de naissance : 27.7.1954  
 Lieu de naissance : Trnava, République slovaque  
 État civil : mariée, deux enfants

### Éducation

2004 : Entreprise de contrôle technique RWTUV (Bratislava) – Auditeur des systèmes de gestion de la qualité EN ISO 9001:2000.  
 2003 : Agence pour le développement rural – gestionnaire de projets certifié.

- 2000-2002 : Institut des hautes études de l'Université des sciences économiques de Bratislava, spécialiste des évaluations économiques et techniques.
- 1973-1978 : Faculté de commerce de l'Université des sciences économiques de Bratislava, mastère.
- 1969-1973 : École secondaire d'économie à Bratislava.

#### **Études spécialisées à l'étranger**

- 1998 : Centre d'études de l'OCDE à Budapest : formation sur les prix de transfert.
- 1997 : Centre d'études de l'OCDE à Vienne : formation à l'intention des négociateurs de conventions fiscales.
- 1993-1996 : Chambre de commerce et d'industrie à Bruxelles : étude de la langue française.

#### **Expérience professionnelle**

- depuis 2003 : Spécialiste agréée des évaluations juridiques, économiques et analytiques au ministère slovaque de la Justice : services de conseil auprès de juges et de différentes entités juridiques pour tout problème d'ordre économique (impôts, écritures comptables et budgétisation concernant une procédure juridique) ; rédaction des rapports indispensables aux juges pour prendre une décision juridique à l'échelle nationale et internationale ; évaluation des biens des entreprises souhaitant s'inscrire auprès du Tribunal des registres et évaluation de dommages en vue d'une réparation ; évaluation de la gestion du risque, de la gestion de projets, de la budgétisation, du contrôle financier et de la gestion des ressources humaines.
- 2002 – 2003 : Société par actions KZT : spécialiste des évaluations, élaboration de systèmes de planification stratégique corrélés à la budgétisation pour les entreprises et leurs cadres ; gestion budgétaire et stratégique ; formulation d'avis sur la stratégie à suivre, l'efficacité et l'optimisation de l'entreprise ; réorganisation et rationalisation des opérations et des structures administratives dans le cadre d'une analyse et d'une redéfinition des processus d'entreprise.
- 1996 – 2002 : Ministère slovaque des Finances : directrice du département des affaires fiscales internationales.
- 1993 – 1996 : Ambassade de la République slovaque auprès du Royaume de Belgique (ministère des Affaires étrangères) – économiste au département économique et commercial.
- 1992 – 1993 : Ambassade de la République fédérale tchèque et slovaque à Kinshasa (République démocratique du Congo) – économiste.
- 1991 – 1992 : Entreprise d'audit, Audit Company, Ltd. – cofondatrice et propriétaire de l'entreprise, auditeur.
- 1985 – 1991 : Bureau central des finances de Bratislava : directrice du service des contrôles financiers.
- 1978 -1985 : *Interhotels Bratislava AMD Hotel Borik*, économiste au sein du service de la comptabilité.

#### **Autres activités professionnelles**

- depuis 2016 : Membre du Comité d'audit de la Cour pénale internationale et vice-présidente de cet organe depuis janvier 2016.
- Since 2003: Membre du Comité du budget et des finances (CBF) de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye.
- 2007 – 2015 : Chargée de cours à la faculté d'économie de l'université paneuropéenne.

2007 – 2008 : Vice-présidente du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale : une juridiction qui a marqué une étape importante dans le renforcement du droit humanitaire. Le principal objectif du CBF est de conseiller l'Assemblée des États parties et la Cour en matière de gestion stratégique et financière, d'optimisation financière et de budgétisation.

Depuis 2002 : Association slovaque des experts en évaluation économique : membre du conseil d'administration spécialisée dans la coopération en matière de préparation des actes et règlements dans les domaines budgétaire, financier et fiscal.

Depuis 2003 : Centre des femmes chefs d'entreprise TOP, association indépendante non gouvernementale : coordinatrice de projets et chargée de cours, conférencière lors d'ateliers visant à stimuler l'entrepreneuriat féminin en Slovaquie et à l'échelle internationale ; TCB est un organisme observateur de l'Association internationale des femmes d'affaires basée à Paris (FCEM, Les Femmes Chefs d'Entreprises Mondiales).

1996 – 1998 : Ministère slovaque des Finances : négociatrice chargée plus spécialement des aspects fiscaux du processus d'adhésion de la Slovaquie aux cadres d'imposition de l'OCDE.

### **Langue**

Slovaque : Langue maternelle

Tchèque : Courant

Anglais : Courant

Français : Courant

Allemand : Connaissance passive

Russe : Connaissance passive

### **Autres compétences**

Compétences informatiques : Bonne maîtrise des ordinateurs personnels, de Microsoft Word, d'Excel et d'Internet.

---